



Politique générale

La réforme du code du travail, la fiscalisation croissante de la protection sociale, la hausse de la CSG, et la suppression de l'ISF montrent que les orientations portées par ce gouvernement sont clairement libérales, et les français-es commencent à s'en rendre compte : les derniers sondages d'opinion montrent une faible adhésion aux réformes du gouvernement.

Concernant les fonctionnaires, les choses sont encore plus claires. Le gouvernement n'envisage la fonction publique que comme une charge qui pèse sur les comptes publics. L'installation par le premier ministre du « Comité Action publique 2022 », nouvelle commission Attali, illustre bien cette conception : produire un « rapport identifiant des réformes structurelles et des économies » pouvant conduire à « proposer des transferts de compétences entre les différents niveaux de collectivités publiques, des transferts au service privé, voire des abandons de missions ». Tout cela bien sûr sans que cette commission ne comprenne un seul représentant des syndicats de la fonction publique. Cette façon de concevoir et la fonction publique, et la consultation, n'est pas celle de la FSU. Ce sont clairement des attaques contre les fonctionnaires. La réussite du mouvement unitaire du 10 octobre vient illustrer ce sentiment d'être méprisés.

L'annonce du report des mesures dites PPCR prévues en 2018 illustre le mépris avec lequel est traité l'engagement quotidien des personnels. Plus grave, cette annonce vient piétiner ce qui était un engagement pris par l'État. Pour la FSU, il est extrêmement grave que des responsables politiques ne soient pas soucieux de tenir la parole donnée.

Dans l'éducation, le plan étudiant a été présenté par le ministère de l'enseignement supérieur en octobre après une consultation aussi vaste qu'insatisfaisante.

Les élèves feront 10 vœux maximum, non ordonnés, auxquels les conseils de classe devront accoler un avis en fonction des attendus définis par chaque université, attendus qui sont clairement le moyen d'organiser la sélection puisque les universités classeront elles-mêmes les candidat-es. Le danger d'une université à plusieurs vitesses s'aggrave. Quant au dispositif SAS, les faibles moyens qui lui sont alloués vont encore aggraver la concurrence entre universités.

Dans les lycées, cela induit de gérer cette réforme dans la précipitation et l'incertitude, puisque il faut trouver un deuxième professeur principal dès maintenant, organiser des semaines de l'orientation avant les conseils de classe du premier trimestre, et mettre les avis dès le deuxième trimestre. Les avis rendus par les conseils de classe qui deviennent déterminants sont aussi signes de bouleversements et de tensions possibles entre les parents et les personnels. Ce système semble ignorer complètement les lycées professionnels qui sont organisés en semestre.

Les enseignant-es sont mis à contribution dans ce dispositif au point que les Universités sont en train de concevoir des MOOC pour les aider à connaître les contenus de formations, les débouchés...A aucun moment des discussions sur l'affectation post-bac n'ont été mentionnés les psychologues de l'éducation nationale qui devraient pourtant être au centre de tout dispositif d'orientation.

La consultation annoncée de la réforme du baccalauréat semble souffrir des mêmes travers que celle concernant le plan étudiant : un simulacre de consultation puisque les conclusions sont déjà

annoncées, faisant fi de l'expertise de la profession, et dont l'objectif principal est essentiellement budgétaire.

Bilan des examens et situation de rentrée

La FSU dénonce les conditions désastreuses de rentrée auxquelles ont dû faire face de nombreux établissements et écoles impactées par la suppression des contrats aidés. La disparition progressive de 840 contrats au sein de l'académie constitue un drame humain, une lâcheté politique rare, une agression contre des personnes fragiles. C'est aussi le reniement des engagements du ministère vis-à-vis des écoles et des directeurs, c'est encore dépeupler des vies scolaires, et prendre des risques en matière d'encadrement et de sécurité des élèves. Transformer l'ISF en IFI redonne plus de 3 milliards par an à une minorité très aisée ; 120000 contrats aidés coûtent un peu plus de 1 milliard à l'état. Sans commentaires.

Dans le premier degré la rentrée est marquée par la confirmation d'une sensible décreue des effectifs d'élèves. Ce doit être une chance, la possibilité d'agir sur la priorité des priorités des enseignants, qui est d'abaisser significativement le nombre moyen d'élèves par classe, et améliorer d'autant les conditions de travail et les résultats. Mais il n'y a pas que les effectifs d'élèves qui sont orientés à la baisse. Le recours très massif dès la rentrée, dans chacun des 6 départements, au recrutement de contractuels, même s'il était attendu, constitue plus qu'un signal d'alarme. Le recours aux services de Pole Emploi, le niveau de recrutement tout juste fixé à bac + 2 exigent de nos responsables départementaux et académiques de sonner le tocsin auprès du ministère et du gouvernement. Nous vous le demandons solennellement.

Dans le second degré, nous nous inquiétons de la baisse de réussite des élèves aux diplômes de la voie générale, technologique et professionnelle. Comment ne pas y voir un lien avec le manque important de personnels, titulaires comme remplaçants, puisque à l'issue du mouvement intra, ce sont 295 postes d'enseignants, d'orientation et d'éducation qui sont restés vacants, dont plus de la moitié en LP. Ce chiffre est d'ailleurs en forte augmentation ?

Pour la FSU, la réussite des élèves implique des personnels titulaires, en nombre suffisant, et ayant bénéficié d'une formation.

Plus globalement, jamais le nombre de postes vacants n'a été aussi important toutes catégories de personnels confondues.

Les effectifs en constante augmentation dans le second degré n'ont pas bénéficié des créations de postes à la hauteur des besoins, et ce n'est pas la réduction du nombre de postes offerts au concours 2018 qui va améliorer la situation.

La répartition des diplômes par genre montre bien les inégalités entre les filières. Il est plus que jamais nécessaire de déconstruire les préjugés.

Nous terminerons cette déclaration en rappelant notre conception du rôle de l'école : celle d'une école émancipatrice, qui ne se réduit pas à l'employabilité, mais forme des futurs hommes et femmes, des futurs citoyens et citoyennes. C'est pour cela que la FSU organise un stage le 23/11 concernant les rapports école/entreprise et ses dérivés.

La FSU appelle par ailleurs les personnels à se joindre aux mobilisations interprofessionnelles du 16 Novembre.